

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15](#)
(19)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au ministre des Travaux publics, 18 juillet 1878](#)

Jean-Baptiste André Godin au ministre des Travaux publics, 18 juillet 1878

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (19)

Collation 4 p. (282r, 283r, 284v, 285r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au ministre des Travaux publics, 18 juillet 1878, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 12/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49664>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [18 juillet 1878](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famelistère

Destinataire [Freycinet, Charles de \(1828-1923\)](#)

Lieu de destination Paris

Description

Résumé Sur la ligne de chemin de fer du Cateau à Saint-Erme. Godin expose au ministre la question de l'implantation de la gare à Guise, commune aux lignes de Saint-Quentin à Guise et du Cateau à Saint-Erme. Le projet initial prévoyait d'implanter la gare près de l'usine du Familistère, projet qu'il avait soutenu en tant que premier maire républicain de Guise. Après sa révocation en 1874, une nouvelle enquête fut provoquée qui aboutit à une autre implantation de la gare, dans la partie basse de la ville, éloignée d'un établissement employant 1 200 personnes ayant le tort d'être républicaines. Le raccordement de la gare existante à la ligne du Cateau à Saint-Erme nécessiterait de traverser toute la ville et de créer 12 passages à niveaux. Godin plaide pour l'implantation initiale de la gare de la ligne du Cateau à Saint-Erme, économe en argent et en distance.

Notes

- Charles de Freycinet (1828-1923) est ministre des Travaux publics du gouvernement français du 13 décembre 1877 au 4 février 1879.
- La lettre est signée « Godin | Conseiller général de l'Aisne
- Ancien député à l'Assemblée | nationale »
- Le 4 août 1878, sous le titre « Une ville bien partagée », le journal *Le Devoir* décrit de manière ironique la ville de Guise traversée par le chemin de fer et ses rues interrompues par de multiples passages à niveaux (en ligne : <https://cnum.cnam.fr/pgi/fpage.php?P1132.1/352/100/434/0/0>, consulté le 12 mai 2023).

Mots-clés

[Chemins de fer](#), [Idées politiques](#)

Lieux cités

- [Busigny \(Nord\)](#)
- [Guise \(Aisne\)](#)
- [Laon \(Aisne\)](#)
- [Le Cateau-Cambrésis \(Nord\)](#)
- [Saint-Erme \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Guise le 16 juillet 1878

282

Monsieur le Ministre des
Travaux publics.

Monsieur le Ministre,

Les études de chemin de fer faites en ce mo-
ment dans nos contrées éternelles à l'initiative du
gouvernement, il me semble utile de vous faire
directement connaître des faits qui auraient pour
conséquence de coûter inutilement à l'Etat un demi-
million, en ne plaçant la circulation de la ville de
Guise dans la plus fâcheuse des conditions.

Voici les faits :

Le chemin de fer de Lutetia à St Eloi que
vous avez classé, passerait à côté de Guise et amènerait la
gare touchant à la ville. Cette gare était projetée
sur un plateau à mi-côte, 14 mètres au-dessus
d'altitude au-dessus du bas de la ville. Le chemin
de fer serait arrivé à cette gare avec des rampes
de trois et cinq millimètres de chaque côté ; elle
était donc dans les meilleures conditions et de 100
mètres plus rapprochée du centre de la ville que
celle adaptée plus tard, dans les circonstances que
je n'ai pas l'honneur de vous indiquer. Le
premier projet de gare avait en outre le mérite
d'être à proximité de la plus grande usine de

pays qui pouvait ainsi se raccorder au chemin de fer.

Les plans et projets de cette gare avaient été faits de concert avec l'administration de la ville dont j'étais maire; et ils avaient obtenu le consentement unanime du Conseil municipal.

Un traité était passé entre la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Guise à St Quentin et celle du chemin de fer du Bateau à St Erme, pour faire gare commune en cet endroit.

Mais le décret d'utilité publique ne fut pas accordé au projet du Bateau à St Erme, et le gouvernement du Lt Roi survint dans ces entreprises.

Je fus le premier maire républicain, membre de l'Assemblée nationale, révoqué en 1876.

En faisant étudier la gare, j'avais fait étudier le plan d'un quartier neuf et diverses améliorations importantes pour la ville.

Le maire étant révoqué, il fallait détruire les œuvres de son administration et dissoudre le conseil municipal; on nomma une commission municipale réactionnaire. Bientôt après, on provoqua à l'aide d'une chicane de procédure une deuxième enquête qui devait aboutir à faire changer la gare, malgré les réclamations des commerçants de la ville.

Tout était facile dans ces conditions. on fit dire à l'enquête ce qu'on voulait; le changement de la gare fut décidé et elle fut reportée dans la partie la plus basse de la ville, rendant impra-

site le raccordement de mon usine avec la gare. On enlèverait ainsi à une industrie occupant plus de 1200 personnes, les conditions économiques que dans l'intérêt du pays on devrait au contraire lui assurer. Mais le personnel de cet établissement a le tort d'être républicain.

Aujourd'hui, Monsieur le Ministre, la gare du chemin de fer d'intérêt local de Guise à St Quentin est dans une situation choquée au mépris de toutes les prévisions d'avenir, et dans la plus complète négligence des moyens de prolongement de la voie ferrée.

Mais cette gare existe; et ceux qui l'ont fait construire veulent naturellement qu'elle soit utilisée. Pour atteindre ce but, on fait maintenant des études en vue de traverser la ville dans son plein et dans sa plus grande longueur. Ces des rues principales seraient coupées par des passages à niveau et quatre à six ruelles traverseraient dans le même cas. Il y aurait donc deux à douze passages à niveau dans une ville d'environ six mille âmes; ville où chaque mois se tient une foire aux bestiaux et de tous approvisionnement pour la campagne; ce qui amène un afflux considérable de population occupant toutes les rues principales. Or, toutes ces rues seraient coupées par les passages à niveau du chemin de fer. Le tracé du chemin de fer à travers la

ville coûterait environ un demi-million de plus à l'état que celui primitivement adopté pour le Cateau St Erme. L'état aurait donc intérêt à l'adoption de ce dernier tracé qui se concilie parfaitement avec les études nouvelles faites de Busigny à Laon.

Ce projet primitif a, en outre, le mérite de ne donner lieu à aucun passage à niveau pour la ville de Guise, d'avoir des pontes et rampes moins fortes, et d'être plus court de 1500 mètres que l'étude faite en ce moment.

Je sollicite de votre bienveillance, Monsieur le Ministre, un moment d'audience pour vous soumettre les documents établissant la preuve des faits sur lesquels j'ai l'honneur d'attirer votre attention. Je me rendrai près de vous au meilleur jour et heure qu'il vous plaira de m'indiquer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon dévouement.

Georges B.

Conseiller général de l'Aisne
Député à l'Assemblée
nationale.